

sion d'au moins 10 000 emplois dans la fonction publique.

On s'attend que les chômeurs, au nombre actuellement de 245 000, soit 19 % de la population active, en représentent 20 % en 1988. L'Irlande des années 80 ressemble maintenant à celle des années 40 et 50, alors que l'émigration battait son plein. Trente mille personnes par an, particulièrement des jeunes, s'en vont actuellement à l'étranger à la recherche d'emplois. Beaucoup d'entre eux partent vers les Etats-Unis, souvent sans visa, et ils y travaillent en tant qu'émigrés clandestins.

Cependant, l'inflation, inférieure à 3 %, est la plus basse depuis vingt ans. La croissance a été de 2,75 %, ce qui reflète la progression des productions agricoles (+ 7 % en volume) et industrielles (+ 8 %). Il y a eu en fait en 1987 un véritable boom des exportations industrielles (+ 12,5 %) grâce aux entreprises multinationales, en particulier américaines, bien que le rapatriement de leurs bénéfices soit toujours source d'inquiétudes et de frustrations. Le déficit de la balance commerciale a donc très sensiblement baissé, revenant de 329 millions de livres en 1986 à 49 millions en 1987.

Le pays n'en traverse pas moins une crise grave, et le malaise social se fait sentir. Les très sévères mesures d'austérité ne sont acceptées que par une partie de la population, et les manifestations contre la politique du gouvernement dans le domaine de l'éducation et de la santé étaient devenues presque quotidiennes en fin d'année. Malgré le soutien au Parlement d'une partie de l'opposition, et la conclusion d'un pacte social avec les syndicats et le patronat, le sort du gouvernement est en jeu.

JOE MULHOLLAND. ■

CEE

GRÈCE

Le ministre désavoué



- ESPÉRANCE DE VIE : 75 ans
- INDICE DE FÉCONDITÉ : 2,1 enfants
- TAUX DE SCOLARISATION : 92 %

Avec 1987 prend fin le plan de stabilisation de l'économie grecque. On reviendra en 1988 à une indexation plus généreuse des salaires du secteur public, à la liberté des négociations dans le secteur privé et à une certaine augmentation du pouvoir d'achat des salariés, qui, selon le premier ministre M. Andreas Papandreou, résultera d'augmentations des rémunérations, d'allègements fiscaux et de primes de productivité.

Ces perspectives relativement optimistes sont rendues possibles, toujours selon M. Papandreou, par les résultats positifs de l'austérité imposée en 1986 et 1987. Cependant ces résultats sont de plus en plus controversés. Certes, le déficit de la balance des paiements courants aura probablement été ramené à environ 1,3 milliard de dollars (contre 3,3 milliards en 1985 et 1,7 milliard en 1986), ce qui évite le recours à des emprunts extérieurs les entrées dites « autonomes » de capitaux devant avoir suffi.

Mais l'inflation aura atteint en fin décembre, selon les estimations officielles, 16 %, alors que l'objectif initial ne dépassait pas 10 %. L'écart est considérable, même si on tient compte des effets de l'introduction de la TVA, qui aurait majoré l'indice des prix de quelque 3 points. Quant au déficit budgétaire, la dérive est encore plus importante. L'objectif était 10 % du PIB ; le résultat, selon les estimations officielles, 13,5 %. Les dépenses publiques ont augmenté de quelque 27 % et les recettes d'environ 24 %.

La maîtrise des finances publiques, dont dépend dans une large mesure celle de l'inflation, a d'ailleurs été au centre de longues discussions gouvernementales dès la fin de l'été. Le ministre de l'économie nationale, M. Constantin Simitis, s'est fait l'avocat d'une certaine rigueur tant pour 1987 que pour 1988, s'opposant ainsi à ceux de ses collègues qui pensent plutôt en termes de « coût politique » et éventuellement d'élections anticipées.

M. Simitis a été finalement obligé de démissionner lorsque M. Papandreou a désavoué, en pleine Assemblée, la politique économique pour 1988 annoncée la veille par son ministre au nom du gouvernement.

Les résultats positifs de l'austérité sont en tout cas bien fragiles. L'inflation persistante risque de repartir de plus belle avec un budget plus « généreux » en 1988. Des taux d'intérêt positifs et la chute du dollar ont contribué au rapatriement de certains capitaux ou à l'arrivée de nouveaux.

Le PIB aura baissé de 0,5 % et l'emploi de 0,8 %, bien que le pourcentage du chômage reste stable, la population active ayant aussi diminué dans la même proportion. Enfin les fluctuations du dollar posent dans tous les cas des problèmes graves ; sa chute freine certaines recettes en devises comme le tourisme, ainsi que les flux de capitaux ; sa remontée rendrait encore plus lourd le service d'une dette extérieure qui aura atteint presque 18 milliards de dollars.

La gestion à court terme de l'économie souffre par ailleurs et de plus en plus de l'absence des réformes de structure. En particulier celle de la fiscalité directe, et celle du secteur public de l'économie.

THEODORE MARANGOS. ■

CEE

ESPA

Crois et chômeurs



Paradoxe : jamais depuis au pouvoir en décembre 1987, le régime ne s'était mieux porté les tensions entre le gouvernement n'avaient été aussi fortes, l'antagonisme n'en est en fait.

Considérant, non sans raison, qu'ils ont supporté ces dernières années l'effort d'austérité, les syndicats ont fait œuvre d'une politique de revenus maintenant que l'économie est en croissance. Une exigence à laquelle le régime, que la prudence, ne s'est pas voulu provoquant ainsi une véritable « grève » UGT (vaillants).

La conjoncture économique permettrait-elle effective « sociale » ? Ce qui est sûr, après quatre années d'austérité maintenant au décollage : la croissance en 1987 aura été l'année précédente), soit la moyenne communautaire se réaliser sur des bases sa-

Il n'y a pas de « surcroît » bien au contraire : l'inflation a été réduite à 5,3 % en 1987, contre 11,9 % en 1986. En outre, la relance est essai l'investissement, et non de cette dernière a augmenté de 6 % dans le public, la formation de la main-d'œuvre, elle, enregistre un excédent de 13,5 %, alors que, en 1986, elle avait subi un déficit de 11,9 %. Nombre d'industries ont été fermées, des installations pour répondre à la concurrence européenne.

La relance, toutefois, n'est pas pour réduire de manière significative le chômage, qui reste le plus élevé de la population active à 21 % douze mois plus tôt. Comme si le nombre des chômeurs, désormais, d'équilibrer après une période de nouveaux venus sur le marché. S'il s'agit là d'un progrès, il n'en reste pas moins que sans-emploi risque ainsi de devenir durable à un niveau difficile à moyen terme.

Toutefois, le principal problème gouvernemental vient du fait que la balance commerciale a creusé en 1987, passant à 7,1 milliards en 1986 contre 7,1 milliards en 1987. Les importations constituent 30 % de la relance de l'économie. Les particuliers achètent essentiellement des biens d'équipement nécessaires à l'industrie. Mais cette hausse est le résultat d'un démantèlement progressif des entreprises après l'entrée de l'

ÉLÉMENTAIRES POUR SAISIR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

UN ANNUAIRE COMPLET

ANNÉES SOCIALES

français à la fin des

évolutions de la

ces 30 dernières

dans cette encyclopé-

cesse actualisée à

vieux des

cialistes.

format 21 x 29,7 cm.

120 F.

UNE REVUE DE RÉFÉRENCE

La revue ÉCONOMIE ET STATISTIQUE est la publication centrale de l'INSEE.

Emploi, revenus, démographie, consommation, activité des entreprises, projections macro-économiques...

Chaque mois des analyses rigoureuses et chiffrées appliquées aux problèmes économiques et sociaux.

90 pages - format 21 x 29,7 cm.

Prix au numéro : 37 F - Etr. : 43 F.
Abonnement : 350 F - Etr. : 410 F.

à CNGP-INSEE-BP 2718-80027 Amiens Cedex

Nom : _____

Raison Sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Ci-joint en règlement la somme de : _____ F

Mandat Chèque bancaire Chèque postal à l'ordre de l'INSEE

Ἡρόδοτος ἐπισημαίνει ἐν τῷ βιβλίῳ τῆς ΚΑΤΑ ΤΟΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΝ ΚΟΣΜΟΝ τὸ κείμενο γὰρ τῆς ἐπισημείωσης.

MONDE " BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1987